

Art. 23. In artikel 110 van hetzelfde besluit worden de woorden « binnen een termijn van twee maanden » vervangen door de woorden « minstens drie maanden ».

Art. 24. In artikel 116 van hetzelfde besluit wordt 4° vervangen door de volgende tekst :
« 4° adoptieverlof en opvangverlof ».

Art. 25. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3e lid en het 5e lid van artikel 2 worden opgeheven;

2° in artikel 6 wordt het woord « 4 » geschrapt.

Art. 26. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/1. Het adoptieverlof, het opvangverlof, het moederschapsverlof en het vaderschapsverlof stellen een einde aan de stelsels van voltijdse en halftijdse loopbaanonderbreking. »

Art. 27. In het besluit van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt artikel 5, § 1 opgeheven.

Art. 28. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 23 januari 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1311

[2009/201495]

19 MARS 2009. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 10 octobre 2008 entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération conclu le 10 octobre 2008 entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 927 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 mars 2009.

Discussion - Votes.

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne
en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services pour adultes destinés aux personnes handicapées,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de la Ministre-Présidente, Marie Arena, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, Paul Magnette,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, on entend par :

1^o établissement scolaire : tout établissement qui organise un enseignement fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, un enseignement de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française;

2^o administration : Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

3^o Agence : Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées créée par le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995;

4^o service : service agréé par l'Agence en vertu de l'arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services pour adultes destinés aux personnes handicapées ou les projets spécifiques qui viendraient à naître des transformations en vertu de l'article 81^{ter} de l'arrêté du 9 octobre 1997;

5^o jeune : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et pour laquelle l'Agence conclut à la nécessité d'une intervention d'un service;

6^o famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur ou le parent d'accueil, c'est-à-dire celui qui en a la garde.

CHAPITRE II. — *Objectifs généraux*

Art. 2. Le présent accord a pour objet :

1^o d'apporter un soutien spécialisé résiduaire à l'action de l'établissement scolaire au jeune dont la scolarisation dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement spécialisé est rendue difficile en raison de son handicap;

2^o de répondre à un besoin ponctuel et/ou d'atteindre progressivement une scolarité à horaire complet pour les jeunes en situation de handicap et en décrochage scolaire ou non scolarisé.

Art. 3. § 1^{er}. Chaque partie contractante s'engage, sous les conditions et dans les limites définies par le présent accord, à permettre au jeune une scolarité adaptée et un accompagnement spécialisé.

§ 2. Les modalités d'action des équipes respectives de l'établissement scolaire et du service sont déterminées dans la convention visée à l'article 5.

§ 3. La Région wallonne autorise, dans les limites fixées à l'article 2 du présent chapitre, les services de l'Agence à accompagner des jeunes ou à intervenir auprès de ceux-ci pendant le temps scolaire.

§ 4. La Communauté française autorise la collaboration entre les équipes de l'établissement scolaire et du service dans le respect des compétences et des responsabilités spécifiques à chaque équipe.

Cette organisation est conçue de manière souple et adaptée conformément au projet individuel et au projet de convention visés à l'article 5.

Art. 4. Les parties contractantes se communiquent réciproquement des informations sur les mesures qu'elles adoptent dans les matières concernées par le présent accord.

CHAPITRE III. — *Coopération*

Art. 5. § 1^{er}. L'établissement scolaire, le service, le jeune et sa famille, élaborent en concertation une convention de soutien à la scolarité comprenant une description du projet en termes :

1. d'objectifs;

2. de nature de l'accompagnement (modalités, lieu,...);

3. d'identification et de rôle des référents du projet;

4. d'évaluation du projet (mode, fréquence, acteurs concernés);

5. de durée : la convention est d'une durée maximale d'un an, renouvelable.

§ 2. Un coordinateur est désigné parmi les signataires de la convention.

§ 3. Si la convention ne peut être menée au terme des objectifs prévus, toute disposition doit être prise par le service et l'établissement scolaire, en concertation avec la commission visée à l'article 6, pour maintenir, autant que possible, la scolarité du jeune jusqu'à ce qu'une solution alternative et concertée soit trouvée. Cette solution est communiquée à la commission visée à l'article 6 pour information.

§ 4. La convention n'engage que les parties signataires. Les autorités de tutelle des services et établissements exercent leurs compétences dans le cadre de la réglementation en vigueur.

§ 5. Dans le mois de sa signature, la convention est envoyée à la commission visée à l'article 6 et au centre psycho-médico-social concerné pour information.

Art. 6. § 1^{er}. Il est créé une commission dénommée : "Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap" à la fois pour l'enseignement spécialisé et pour l'enseignement ordinaire fondamental et secondaire et dont l'adresse est rue de A. Lavallée 1, à 1080 Bruxelles.

§ 2. La commission est composée des membres suivants :

1° un président choisi de commun accord par le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses compétences et par le ou les Ministres ayant l'Enseignement dans ses ou leurs compétences;

2° trois vice-présidents choisis respectivement par le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses compétences, par le Ministre ayant l'Enseignement spécialisé dans ses compétences et par le ou les Ministres ayant l'enseignement ordinaire dans ses ou leurs compétences;

3° un représentant et un suppléant du Conseil d'Avis pour l'Education, l'Accueil et l'Hébergement de l'Agence;

4° un représentant et un suppléant du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé visé aux articles 178 à 180 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

5° un représentant et un suppléant, choisi par le Gouvernement de la Communauté française, au sein d'un des conseils généraux suivants :

a) le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

b) le Conseil général de concertation pour l'enseignement fondamental ordinaire visé à l'article 21 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

6° un représentant et un suppléant de l'organe consultatif wallon représentant les personnes handicapées, créé par un décret du Conseil régional wallon;

7° deux membres et deux suppléants de l'Agence;

8° un membre et un suppléant de l'administration représentant l'Enseignement spécialisé;

9° un membre et un suppléant de l'administration représentant l'Enseignement ordinaire.

§ 3. La commission désigne un secrétaire parmi ses membres et arrête un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation aux Ministres compétents.

§ 4. La répartition et le financement des éventuels coûts de fonctionnement de la commission visée au § 1^{er}, inhérents au présent accord, seront à charge des parties, en fonction du nombre de ses membres relevant respectivement de la Région wallonne et de la Communauté française.

Art. 7. § 1^{er}. La commission visée à l'article 6 établit, annuellement, notamment sur base des rapports annuels transmis à cette fin par les services à l'Agence, rue de la Riveline 21, 6061 Charleroi, pour le 30 juin de chaque année, un rapport qualitatif et quantitatif qui évalue la politique de soutien à la scolarité et qui formule des propositions d'amélioration.

§ 2. Les données quantitatives figurant dans le rapport de la commission sont ventilées selon trois principaux champs d'activités des services, en l'occurrence, l'intégration scolaire (action directe au sein de l'établissement scolaire), le soutien ou l'accompagnement scolaire et le soutien de jeunes non-scolarisés ou déscolarisés.

§ 3. Les données quantitatives visées au § 2. sont les suivantes :

1° Nombre de jeunes accompagnés.

2° Catégories d'âge (< 6 ans, 6 à 12 ans, 12 à 18 ans, > 18 ans).

3° Type d'enseignement fréquenté selon le réseau : maternel, primaire ordinaire et/ou spécialisé, secondaire ordinaire et/ou spécialisé, enseignement en alternance (CEFA).

4° Catégories de déficiences.

5° Le nombre de jeunes pour lesquels un accompagnement a été refusé et les raisons de ce refus.

§ 4. Le rapport établi par la commission est remis aux Ministres compétents pour le 31 octobre de chaque année. La commission peut, en outre, adresser d'initiative et à tout moment tout avis relatif à ses missions propres et à la politique de soutien à la scolarité, aux Ministres compétents.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent accord est d'application pendant trois années pleines suivant son entrée en vigueur. Il peut ensuite être prorogé après évaluation pour des périodes équivalentes par décision des Gouvernements.

Bruxelles, le 10 octobre 2008, en quatre exemplaires.

Pour la Communauté française,

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

ANNEXE

CONVENTION DE SOUTIEN A LA SCOLARITE

I. DUREE DE LA CONVENTION

Concerné l'année scolaire

Prend cours le et se termine le

II. INFOS GENERALES

Jeune concerné :

Date de naissance :

Représentants légaux :

.....

Adresse :

Tél. :

Etablissement scolaire :

Adresse :

Si enseignement spécialisé : type forme

Personne de contact :

Service agréé par l'AWIPH :

Adresse :

Personne de contact : Tél. :

Autres intervenants :

.....

.....

.....

III. OBJECTIFS VISES

.....

.....

.....

IV. NATURE DE L'ACCOMPAGNEMENT (modalités, lieu...)

.....

.....

.....

V. IDENTIFICATION ET ROLE DES REFERENTS DU PROJET

.....

.....

.....

VI. EVALUATION DU PROJET (fréquences, acteurs concernés)

.....

.....

.....

Pour l'établissement scolaire,
Nom et signaturePour le Service,
Nom et signatureLe représentant légal et/ou le jeune
Nom et signature

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1311

[2009/201495]

19 MAART 2009. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 10 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de steun voor schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt ingestemd met het Samenwerkingsakkoord inzake de steun voor schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap, gesloten op 10 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 927 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 maart 2009.

Bespreking - Stemmingen.

—
Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest
inzake de steun voor de schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap.

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van de Minister-Présidente, Marie Arena, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van zijn Minister-President, Rudy Demotte, en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, Paul Magnette,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° schoolinrichting : elke inrichting die een gewoon of gespecialiseerd basis- of secundair onderwijs inricht dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt;

2° administratie : Algemeen Bestuur van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° Agenschap : "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agenschap voor de Integratie van de Gehandicapte Personen), opgericht bij het decreet van 6 april 1995;

4° dienst : dienst voor integratiehulp erkend door het Agenschap krachtens het besluit van 19 september 2002 betreffende de integratie van gehandicapte jongeren of krachtens het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen of de specifieke projecten die uit de omvormingen kunnen voortvloeien krachtens artikel 81ter van het besluit van 9 oktober 1997;

5° jongere : elke gehandicapte persoon, zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van de gehandicapte personen, voor wie het Agenschap besluit tot de noodzaak van een interventie van een dienst;

6° gezin : de personen met wie de jongere verwant is, alsook de voogd of de onthaalouder, met name degene die het toezicht op hem uitoefent.

HOOFDSTUK II. — *Algemene doelstellingen*

Art. 2. Deze overeenkomst heeft tot doel :

1° bovenop de actie van de schoolinrichting een gespecialiseerde steun te verlenen aan de jongere wiens schoolintegratie in het gewoon of buitengewoon onderwijs vermoedelijk wordt door zijn handicap;

2° op een punctuele behoefte in te spelen en/of geleidelijk naar een voltijds schoolbezoek te streven wat betreft de jongeren met een handicap die van school afhaken of niet opgeleid zijn.

Art. 3. § 1. Elke contracterende partij verbindt zich ertoe te zorgen voor een aangepaste schoolintegratie en een gespecialiseerde individuele begeleiding van de jongeren, met inachtneming van de voorwaarden en perken waarin deze overeenkomst voorziet.

§ 2. De actiemodaliteiten van de respectievelijke ploegen van de schoolinrichting en van de dienst liggen vast in de overeenkomst bedoeld in artikel 5.

§ 3. Het Waalse Gewest machtigt de diensten van het Agenschap ertoe binnen de in artikel 2 bedoelde perken de jongeren te begeleiden of gedurende de schooltijd bij te staan.

§ 4. De Franse Gemeenschap stemt in met de samenwerking tussen de ploegen van de schoolinrichting en de dienst, met inachtneming van de bevoegdheden en de specifieke verantwoordelijkheden van elke ploeg.

Die organisatie wordt soepel en aangepast voorgesteld overeenkomstig het individuele project en het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 5.

Art. 4. De contracterende partijen wisselen informatie uit over de maatregelen die ze aannemen in de materies bedoeld in deze overeenkomst.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking*

Art. 5. § 1. De schoolinrichting, de dienst, de jongere en zijn gezin werken in samenspraak een overeenkomst inzake steun voor schoolintegratie uit, met een omschrijving van het project inzake :

1. doelstellingen;
2. de aard van de begeleiding (modaliteiten, plaats,...);
3. de identificering en de rol van de referenten van het project;
4. de evaluatie van het project (wijze, frequentie, betrokken actoren);
5. duur : de overeenkomst heeft een maximumduur van één jaar, die verlengbaar is.

§ 2. Er wordt een coördinator door de ondertekenaars van de overeenkomst aangewezen.

§ 3. Indien de overeenkomst niet gevoerd kan worden totdat de voorziene doelstellingen gehaald worden, neemt de dienst of de schoolinrichting in overleg met de in artikel 6 bedoelde commissie elke maatregel om de schoolintegratie van de jongere zo goed mogelijk in stand te houden tot een alternatieve en overlegde oplossing gevonden wordt. Die oplossing wordt ter informatie meegedeeld aan de commissie bedoeld in artikel 6.

§ 4. De overeenkomst verbindt enkel de ondertekenende partijen. De toezichtoverheden van de diensten en inrichtingen oefenen hun bevoegdheden in het raam van de vigerende regelgeving uit.

§ 5. De overeenkomst wordt binnen de maand waarin ze ondertekend wordt ter informatie verzonden naar de commissie bedoeld in artikel 6 en naar het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum.

Art. 6. § 1. Er wordt een commissie opgericht, met name : de "Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap" (Commissie inzake de steun voor schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap), zowel wat het gespecialiseerd onderwijs als wat het gewoon secundair en basisonderwijs betreft. Die commissie is gevestigd Lavalléestraat 1, in 1080 Brussel.

§ 2. De commissie is samengesteld uit de volgende leden :

1° een voorzitter, gekozen in gemeen overleg door de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid en door de Minister(s) van Onderwijs;

2° drie ondervoorzitters, gekozen door respectievelijk de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid, de Minister bevoegd voor het Buitengewoon Onderwijs en de Minister(s) bevoegd voor het Gewoon Onderwijs;

3° een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de "Conseil d'Avis pour l'Education, l'Accueil et l'Hébergement de l'Agence" (Adviesraad voor Opvoeding, Opvang en Huisvesting van het Agentschap);

4° een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in de artikelen 178 tot 180 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

5° een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger, gekozen door de Regering van de Franse Gemeenschap binnen één van de volgende algemene raden :

a) de Algemene overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

b) de Algemene raad van het gewoon basisonderwijs bedoeld in artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;

6° een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van het Waalse adviesorgaan dat de gehandicapte personen vertegenwoordigt, opgericht bij een decreet van de Waalse Gewestraad;

7° twee leden en twee plaatsvervangers van het Agentschap;

8° een lid en een plaatsvervanger van de administratie die het Gespecialiseerd Onderwijs vertegenwoordigt;

9° een lid en een plaatsvervanger van de administratie die het Gewoon Onderwijs vertegenwoordigt.

§ 3. De commissie wijst onder haar leden een secretaris aan en legt een huishoudelijk reglement vast, dat ze ter goedkeuring aan de bevoegde Ministers overlegt.

§ 4. De verdeling en de financiering van de eventuele werkingskosten van de commissie bedoeld in § 1, die uit deze overeenkomst voortvloeien, worden door de partijen gedragen naar gelang van het aantal leden die onder respectievelijk het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ressorteren.

Art. 7. § 1. De commissie bedoeld in artikel 6 maakt jaarlijks, o.a. op basis van de jaarverslagen die daartoe jaarlijks uiterlijk 30 juni overgemaakt worden door de diensten van het Agentschap, rue de la Rivelaïne 21, 6061 Charleroi, een kwalitatief en kwantitatief rapport op waarin het beleid inzake de steun voor schoolintegratie beoordeeld wordt en verbeteringsvoorstellen geformuleerd worden.

§ 2. De kwantitatieve gegevens in het rapport van de commissie worden geventileerd met inachtneming van drie voorname activiteitengebieden van de diensten, namelijk schoolintegratie (rechtstreekse actie binnen de schoolinrichting), schoolsteun of -begeleiding en steunverlening aan niet-schoolaanwezende jongeren of aan jongeren die van school afgehaakt zijn.

§ 3. De kwantitatieve gegevens bedoeld in § 2 zijn de volgende :

1° aantal begeleide jongeren;

2° leeftijdscategorieën (< 6 jaar, 6 tot 12 jaar, 12 tot 18 jaar, > 18 jaar);

3° type gevolgd onderwijs al naar gelang van het net: kleuteronderwijs, gewoon en/of gespecialiseerd lager onderwijs, gewoon en/of gespecialiseerd secundair onderwijs, alternerend onderwijs (CEFA);

4° efficiëntie categorieën;

5° het aantal jongeren voor wie een begeleiding is geweigerd en de redenen van de weigering.

§ 4. Het rapport van de commissie wordt jaarlijks uiterlijk 31 oktober aan de bevoegde ministers overgemaakt. De commissie kan daarenboven op eigen initiatief en elk ogenblik elk advies i.v.m. met haar eigen opdrachten en het beleid inzake steun voor schoolintegratie aan de bevoegde ministers richten.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 8. Deze overeenkomst is van toepassing gedurende drie volle jaren, te rekenen van de datum waarop ze in werking treedt. Na evaluatie kan ze bij beslissing van de Regeringen met periodes van dezelfde duur verlengd worden.

Brussel, 10 oktober 2008, in vier exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van het Verplicht Onderwijs,
C. DUPONT

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

BIJLAGE

OVEREENKOMST INZAKE DE STEUN VOOR SCHOOLINTEGRATIE

I. DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Betreft het schooljaar

Begint op en eindigt op

II. ALGEMENE GEGEVENS

Betrokken jongere :

.....

Geboortedatum :

Wettelijke vertegenwoordigers :

.....

Adres :

Tel. :

Schoolinrichting :

.....

Adres :

Indien gespecialiseerd onderwijs : type vorm :

Contactpersoon :

Dienst erkend door het "AWIPH" :

Adres :

Contactpersoon : Tel. :

Andere interveniënten :

.....

.....

.....

III. DOELSTELLINGEN :

.....

.....

.....

IV. AARD VAN DE BEGELEIDING (modaliteiten, plaats,...)

.....

.....

.....

V. IDENTIFICERING EN ROL VAN DE REFERENTEN VAN HET PROJECT

.....

.....

.....

VI. EVALUATIE VAN HET PROJECT (Frequenties, betrokken actoren)

.....

.....

.....

Voor de schoolinrichting,

Voor de Dienst,

De wettelijke vertegenwoordiger
en/of de jongere,

Naam en ondertekening

Naam en ondertekening

Naam en ondertekening